

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3540

[2007/202544]

5 JUILLET 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives à la détention de veaux à l'engraissement de plus de deux semaines et de moins de six mois, à l'exception des veaux au pis

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment ses articles 4, 5, §§ 2 et 3, 7, § 1^{er}, 8 et 9;

Vu l'avis 42.926/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 mai 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent à la détention de veaux à l'engraissement de plus de deux semaines et de moins de six mois, à l'exception des veaux au pis visés à la rubrique 01.30.02 de l'annexe I^o de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1^o effluents : les fertilisants organiques, c'est-à-dire les déjections des animaux ou les mélanges, quelles qu'en soient les proportions, de déjections animales et d'autres composants, tels que des litières, même s'ils ont subi une transformation;

2^o litière : la paille, les sciures, ou toute autre matière servant à recouvrir le sol des enclos ou de tout autre lieu d'hébergement des animaux;

3^o enclos : l'espace à ciel ouvert et clôturé, à l'exception des prairies de pâturage;

4^o jus d'écoulement : les liquides, à l'exception du purin, s'échappant par ruissellement de l'aire ou du réservoir où ils sont produits ou stockés. Les eaux pluviales ne sont pas considérées comme des jus d'écoulement;

5^o établissement existant : l'établissement dûment autorisé ou déclaré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. L'établissement dont la demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et la transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement sont assimilés à des établissements existants.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 3. L'établissement ne peut être implanté :

1^o à moins de 10 mètres d'une eau de surface, d'un piézomètre, d'un point d'entrée d'égout public;

2^o dans une zone de prise d'eau telle que visée par les articles R. 147, R. 157 et R. 160 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

3^o à moins de 20 mètres d'une habitation de tiers lorsque le nombre de veaux à l'engraissement de plus de deux semaines et de moins de six mois, à l'exception des veaux au pis hébergés dans ce bâtiment ou dans cette infrastructure est inférieur ou égal à 50;

4^o à moins de 50 mètres d'une habitation de tiers lorsque le nombre de veaux à l'engraissement de plus de deux semaines et de moins de six mois, à l'exception des veaux au pis hébergés dans ce bâtiment ou dans cette infrastructure est supérieur à 50.

Art. 4. Les sols des bâtiments ou des infrastructures d'hébergement d'animaux sont aménagés de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture.

Art. 5. Les installations de nourrissage telles que notamment les mangeoires, les auges ou les abreuvoirs sont en matériaux durables et facilement lavables.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 6. S'il y a présence d'une litière, celle-ci est saine et d'une épaisseur suffisante pour absorber les effluents.

Art. 7. Des mesures sont prises pour éviter l'apparition de vermine, la pullulation d'insectes et la prolifération de rongeurs. Ces mesures sont l'utilisation de produits de lutte agréés, de pièges ou poisons autorisés pour les rongeurs, le maintien des stocks de farines et d'autres aliments dans des conditions saines, leur protection par des dispositifs tels que de fins grillages, des moustiquaires, des dispositifs insecticides électriques ou de tout autre système équivalent.

Art. 8. Les produits pouvant présenter un danger pour l'homme et l'environnement sont stockés dans des endroits réservés à cet usage.

Art. 9. Les aliments sont entreposés dans des endroits réservés à cet usage ou dans des silos.

Art. 10. Des dispositions sont prises pour empêcher les animaux de s'échapper.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 11. Dans l'établissement, les accès aux extincteurs et aux dévidoirs sont en permanence dégagés.

Art. 12. La hauteur, le type, les dimensions et l'écartement des piquets, l'écartement des fils ou les dimensions des grillages des clôtures des enclos et des prairies sont adaptés au type d'animal.

CHAPITRE V. — *Eau*

Art. 13. Tout rejet direct ou indirect d'effluents et de jus d'écoulement ainsi que d'eaux usées autres que domestiques et pluviales dans le sous-sol, dans un égout public, dans une eau de surface ou dans une voie d'écoulement des eaux pluviales est interdit.

Art. 14. La toiture des bâtiments d'hébergement des animaux est aménagée de manière à ce que les eaux pluviales soient récoltées via des gouttières ou recueillies par un système de drainage des eaux permettant d'éviter toute stagnation d'eau ou infiltration d'eau au pied des bâtiments.

Ces eaux pluviales recueillies sont dirigées vers une citerne d'eau de pluie, un puits perdant, des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou des eaux de surface ordinaires.

CHAPITRE VI. — *Air*

Art. 15. L'exploitant limite les émissions olfactives et de poussières provenant des bâtiments ou des infrastructures d'hébergement d'animaux ou des installations annexes.

CHAPITRE VII. — *Gestion des déchets**Section 1^{re} — Effluents*

Art. 16. A défaut d'une valorisation par l'exploitant, les effluents sont soumis à un contrat de valorisation ou repris par un collecteur enregistré.

L'exploitant établit un registre dans lequel il indique pour chaque opération d'évacuation d'effluents les informations suivantes :

- 1° la date de l'enlèvement;
- 2° la quantité enlevée en t ou en m³;
- 3° le type de filière d'évacuation;
- 4° le nom de la personne procédant à l'évacuation;
- 5° la destination des effluents.

Section 2 — Déchets animaux

Art. 17. Tout lieu de stockage de cadavres d'animaux ne peut être situé :

- 1° à moins de 10 mètres d'une eau de surface, d'un piézomètre, d'un point d'entrée d'égout public;
- 2° dans une zone de prise d'eau telle que visée par les articles R. 147, R. 157 et R. 160 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;
- 3° à moins de 20 mètres d'une habitation de tiers.

Art. 18. Dans l'attente de cet enlèvement, le cadavre de l'animal est conservé sur une aire d'entreposage ou au minimum sous bâche et dans un endroit facilement accessible aux seules personnes autorisées par l'exploitant.

Art. 19. L'exploitant tient les relevés des enlèvements de cadavres d'animaux fournis par le collecteur agréé.

CHAPITRE VIII. — *Contrôle et surveillance*

Art. 20. Les registres visés aux articles 16, § 2, et 19 sont conservés au siège d'exploitation pendant cinq ans et sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 21. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

- 1° les articles 4 et 12 s'appliquent aux établissements existants au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté;
- 2° l'article 3 ne s'applique pas aux établissements existants.

Art. 22. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 juillet 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 3540

[2007/202544]

5. JULI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen für die Haltung von Mastkälbern, die älter als zwei Wochen und jünger als sechs Monate sind, mit Ausnahme der Saugkälber

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, § 2 und § 3, 7, § 1, 8 und 9;

Aufgrund des am 23. Mai 2007 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 42.926/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Die vorliegenden Bedingungen sind anwendbar auf die Haltung von Mastkälbern, die älter als zwei Wochen und jünger als sechs Monate sind, mit Ausnahme der Saugkälber, laut der Rubrik 01.30.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° tierische Ausscheidungen: organische Düngemittel, d.h. tierische Ausscheidungen oder eine Mischung (unabhängig von den Proportionen) aus tierischen Ausscheidungen und anderen Bestandteilen, wie zum Beispiel Einstreu, auch in verarbeiteter Form;

2° Einstreu: Stroh, Sägemehl, oder jeder andere Stoff zur Bedeckung des Bodens der eingezäunten Flächen oder der Räume, die zur Unterbringung der Tiere dienen;

3° Gehege: die nicht überdachte, einzäunte Fläche, außer den Weidewiesen;

4° Sickersaft: die Flüssigkeit, mit Ausnahme der Jauche, die von der Fläche oder dem Behälter, wo sie erzeugt oder gelagert wird, absickert. Das Regenwasser wird nicht als Sickersaft gewertet;

5° bereits bestehender Betrieb: der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß genehmigte oder erklärte Betrieb. Der Betrieb, für den der Genehmigungsantrag vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht wurde sowie die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses im in Artikel 10, § 2, des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, gelten ebenfalls als bereits vorhandene Betriebe.

KAPITEL II — *Ansiedlung und Bau*

Art. 3 - Die Niederlassung des Betriebs darf nicht:

1° in einem Abstand von weniger als 10 Metern von einem Oberflächenwasser, einem Piezometer, einer Einlassstelle einer öffentlichen Kanalisation,

2° in einem Wassereinzugsgebiet, wie es in Artikeln R. 147, R. 157 und R. 160 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnt ist,

3° in einem Abstand von weniger als 20 Metern von einer Wohnung von Drittpersonen, wenn die Anzahl der in diesem Gebäude oder Infrastruktur untergebrachten Mastkälber, die älter als zwei Wochen und jünger als sechs Monate sind, mit Ausnahme der Saugkälber, höchstens 50 beträgt,

4° in einem Abstand von weniger als 50 Metern von einer Wohnung von Drittpersonen, wenn die Anzahl der in diesem Gebäude oder Infrastruktur untergebrachten Mastkälber, die älter als zwei Wochen und jünger als sechs Monate sind, mit Ausnahme der Saugkälber, mehr als 50 beträgt, stattfinden.

Art. 4 - Die Böden der Gebäude und der Infrastrukturen zur Unterbringung von Tieren sind so anzulegen, dass ein unkontrolliertes Eindringen von Abflusswasser oder Regenwasser von den Dächern verhindert wird.

Art. 5 - Futteranlagen wie z.B. Futternäpfe, Tröge oder Tränken sind aus fäulnissicheren und leicht waschbaren Werkstoffen.

KAPITEL III — *Betrieb*

Art. 6 - Wenn eine Einstreu vorhanden ist, ist diese gesund und dick genug, um die tierischen Ausscheidungen zu absorbieren.

Art. 7 - Es werden Maßnahmen getroffen, um das Vorkommen von Ungeziefer sowie die Vermehrung von Insekten und Nagetieren zu verhindern. Es handelt sich um folgende Maßnahmen: die Benutzung von zugelassenen Bekämpfungsmitteln, Fallen oder Giften für Nagetiere, die Lagerung von Mehl und sonstigen Futtermitteln unter hygienisch einwandfreien Umständen, der Schutz dieser Vorräte durch geeignete Mittel wie z.B. dünne Gitter, Netze, elektrische Insektentöter oder gleichwertige Systeme.

Art. 8 - Die Produkte, die eine Gefahr für Mensch und Umwelt darstellen können, werden an zu diesem Zweck vorbehaltenen Orten gelagert.

Art. 9 - Futtermittel sind in spezifisch dazu bestimmten Räumen oder in Silos zu lagern.

Art. 10 - Maßnahmen werden getroffen, um zu verhindern, dass die Tiere entlaufen.

KAPITEL IV — *Unfall- und Brandverhütung*

Art. 11 - Innerhalb des Betriebs sind die Feuerlöscher und Feuerwehrschauchhaspeln stets zugänglich.

Art. 12 - Die Höhe, die Art, die Abmessungen und der Abstand zwischen den Pfählen, der Abstand zwischen den Drähten oder die Gitterabmessungen der Umzäunungen der Gehege und der Wiesen hängen von der Tierkategorie ab.

KAPITEL V — *Wasser*

Art. 13 - Alle Formen des direkten oder indirekten Ableitens der tierischen Ausscheidungen und der Sickersäfte sowie von Abwasser (mit Ausnahme des Haushaltsabwassers und Regenwassers) in den Untergrund, in eine öffentliche Kanalisation, in Oberflächengewässer oder in eine Regenwasser-Abflussleitung sind untersagt.

Art. 14 - Die Dächer der Gebäude, in denen Tiere untergebracht werden, werden so ausgestattet, dass das Regenwasser durch Dachrinnen gesammelt oder durch ein System zur Wasserdrainage abgeleitet wird, was ermöglicht, jegliche Wasserstagnation oder -infiltration am Fuße der Gebäude zu vermeiden.

Dieses gesammelte Dachwasser wird in eine Zisterne, Sickergrube, Sickerleitung, in künstliche Abflusswege oder Oberflächengewässer abgeleitet.

KAPITEL VI — *Luft*

Art. 15 - Der Betreiber beschränkt die Gerüche und Staubemissionen aus den Gebäuden oder den Infrastrukturen, in denen Tiere untergebracht werden, oder den Nebenanlagen auf ein Mindestmaß.

KAPITEL VII — *Abfallwirtschaft*

Abschnitt 1 — Tierische Ausscheidungen:

Art. 16 - Wenn die tierischen Ausscheidungen nicht vom Betreiber selbst verwertet werden, werden sie einem Aufwertungsvertrag unterworfen oder von einem registrierten Sammler übernommen.

Der Betreiber führt ein Register, in dem er für jede Entsorgung von tierischen Ausscheidungen die folgenden Informationen angibt:

1° das Datum der Abfuhr;

2° die abgeführte Menge in t oder m³;

3° den Entsorgungsweg;

4° den Namen der Person, die die Entsorgung vornimmt;

5° die Bestimmung der tierischen Ausscheidungen.

Abschnitt 2 — Tierische Abfälle

Art. 17 - Es dürfen keine Tierkadaver:

1° in einem Abstand von weniger als 10 Metern von einem Oberflächenwasser, einem Piezometer, einer Einlassstelle einer öffentlichen Kanalisation;

2° in einem Wassereinzugsgebiet, wie es in Artikeln R. 147, R. 157 und R. 160 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnt ist;

3° in einer Entfernung von weniger als 20 Metern von einer Wohnung von Drittpersonen, gelagert werden.

Art. 18 - Bis das Tierkadaver abgeholt wird, wird es auf einer Lagerfläche oder mindestens unter einer Plane und an einer Stelle, die nur den vom Betreiber zugelassenen Personen leicht zugänglich ist, aufbewahrt.

Art. 19 - Der Betreiber bewahrt die durch den zugelassenen Sammler gelieferten Verzeichnisse der Abholungen von Tierkadavern.

KAPITEL VIII — *Kontrolle und Überwachung*

Art. 20 - Die in Artikel 16, § 2 und 19 erwähnten Verzeichnisse werden während fünf Jahren am Betriebssitz aufbewahrt, und dem Aufsichtsbeamten zur Verfügung gehalten.

KAPITEL IX — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 21 - Der vorliegende Erlass findet sofort nach seinem Inkrafttreten auf die bestehenden Betriebe Anwendung.

In Abweichung von Absatz 1:

1° sind die Artikel 4 und 12 spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf die bestehenden Betriebe anwendbar;

2° ist Artikel 3 auf die bereits bestehenden Betriebe nicht anwendbar.

Art. 22 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Juli 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 3540

[2007/202544]

5 JULI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden voor het houden van fokkalveren die ouder dan twee weken en jonger dan zes maanden zijn, met uitzondering van zuigkalveren

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, §§ 2 en 3, 7, § 1, 8 en 9;

Gelet op het advies 42.926/4 van de Raad van State, gegeven op 23 mei 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op het houden van fokkalveren die ouder dan twee weken en jonger dan zes maanden zijn, met uitzondering van zuigkalveren, zoals bedoeld in de rubriek 01.30.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1° dierlijke mest : organische meststoffen, namelijk dierlijke uitwerpselen of mengsels, ongeacht de verhoudingen, van dierlijke uitwerpselen en andere bestanddelen zoals stalstro, zelfs na verwerking;

2° stalstro : stro, zaagsel of elke andere stof ter bedekking van de bodem van omheinde ruimten of van elke andere plaats waar dieren ondergebracht worden;

3° omheinde ruimte : afgesloten ruimte in de openlucht, met inbegrip van de loopruimten, weilanden uitgezonderd;

4° afvloeisel : vloeistoffen, met uitzondering van aalt, die wegsijpelen uit de ruimte of uit de tank waar zij geproduceerd of opgeslagen worden; regenwater wordt niet als afvloeisel beschouwd;

5° bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk is vergund vóór de inwerkingtreding van dit besluit. De inrichting waarvan de vergunningsaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend en de verbouwing of uitbreiding van een inrichting die de exploitant vóór de inwerkingtreding van dit besluit heeft vermeld in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden gelijkgesteld met bestaande inrichtingen.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 3. De inrichting mag niet gevestigd worden :

1° op minder dan 10 meter van een oppervlaktewater, een piëzometer, een inlaat van een openbare riolering;

2° in een waterwingebied zoals bedoeld in de artikelen R. 147, R. 157 en R. 160 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

3° op minder dan 20 meter van een woning van derden als het aantal in dat gebouw of die infrastructuur ondergebrachte fokkalveren die ouder dan twee weken en jonger dan zes maanden zijn, met uitzondering van zuigkalveren, gelijk is aan 50 of minder;

4° op minder dan 50 meter van een woning van derden als meer dan 50 fokkalveren die ouder dan twee weken en jonger dan zes maanden zijn, met uitzondering van zuigkalveren, in dat gebouw of die infrastructuur ondergebracht worden.

Art. 4. De vloeren van de gebouwen of infrastructuren voor de huisvesting van dieren worden ingericht zodat geen afvloeiend water of dakwater kan binnensijpelen.

Art. 5. De voederinstallaties, zoals, o.a., troggen, voeder- of drinkbakken, zijn vervaardigd uit duurzame en vlot wasbare materialen.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 6. Eventueel stalstro is gezond en compact genoeg om dierlijke mest te absorberen.

Art. 7. Er worden preventiemaatregelen worden genomen tegen ongedierte, insecten en knaagdieren. Deze maatregelen bestaan in het gebruik van erkende bestrijdingsmiddelen, van toegelaten vallen of giften voor knaagdieren, in het behoud van de opslagen van meel en ander voeder in gezonde omstandigheden, in de bescherming ervan met voorzieningen zoals dunne afrasteringen, klamboes, elektrische insectenverdelgers of elk ander gelijkwaardig systeem.

Art. 8. Producten die een gevaar inhouden voor de mens en het milieu worden opgeslagen op daartoe bestemde plaatsen.

Art. 9. Voedingsmiddelen worden in specifieke ruimten of in silo's opgeslagen.

Art. 10. Er worden maatregelen genomen om ontsnapping van de dieren te voorkomen.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 11. Binnen het bedrijf zijn de toegangen tot de blussers en haspels voortdurend ontruimd.

Art. 12. De hoogte, het type, de afmetingen en de breedte tussen de palen, de breedte van de draden of de afmetingen van de afrasteringen van de loopruimten en weilanden worden aan het soort dier aangepast.

HOOFDSTUK V. — *Water*

Art. 13. Het is verboden rechtstreeks of onrechtstreeks dierlijke mest, afvloeisel en ander afvalwater dan huishouden regenwater in de ondergrond, een openbare riolering, een oppervlaktewater of een regenwaterafvoer te lozen.

Art. 14. Het dak op de gebouwen voor huisvesting van dieren wordt aangebracht zodat het regenwater opvangen wordt via goten of een waterdrainersysteem waarmee waterstagnatie of -insijpeling aan de voet van de gebouwen voorkomen kan worden.

Het opvangen regenwater wordt afgevoerd naar een regenput, een verliesput, draineerbuizen, kunstmatige afvloeiwegen of gewone oppervlaktewateren.

HOOFDSTUK VI. — *Lucht*

Art. 15. De exploitant beperkt de geur- en stofemissies uit de gebouwen of infrastructuren voor de huisvesting van dieren of uit de bijhorende installaties.

HOOFDSTUK VII. — *Afvalbeheer*

Afdeling 1 — Dierlijke mest

Art. 16. Bij gebrek aan valorisatie door de exploitant wordt de dierlijke mest aan een valorisatiecontract onderworpen of door een geregistreerde ophaler overgenomen.

De exploitant stelt een register op waarin hij voor elke afvoeroperatie de volgende gegevens vermeldt :

1° de ophaaldatum;

2° de opgehaalde hoeveelheid in t of in m³;

3° het soort afvoerkanaal;

4° de naam van de afvoerder;

5° de bestemming van de dierlijke mest.

Afdeling 2 — Dierlijke afval

Art. 17. Opslagplaatsen voor krenge mogen niet gelegen zijn op :

- 1° op minder dan 10 meter van een oppervlaktewater, een piëzometer, een inlaat van een openbare riolering;
- 2° in een waterwingebied zoals bedoeld in de artikelen R. 147, R. 157 en R. 160 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;
- 3° op minder dan 20 meter van een woning van derden.

Art. 18. Het krenge wordt in afwachting van zijn verwijdering op een voor de door de exploitant gemachtigde personen vlot toegankelijke plaats in een opslagruimte of op zijn minst onder een dekzeil bewaard.

Art. 19. De exploitant bewaart de door de erkende ophaler of vervoerder overgemaakte lijsten van opgehaalde krenge.

HOOFDSTUK VIII. — *Controle en toezicht*

Art. 20. De registers bedoeld in de artikelen 16, § 2, en 19 worden gedurende vijf jaar op de bedrijfszetel bewaard en ter inzage gelegd van de toezichthoudend ambtenaar.

HOOFDSTUK IX. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 21. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

In afwijking van het eerste lid :

1° zijn de artikelen 4 en 12 uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen;

2° is artikel 3 niet van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 22. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 juli 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE**

F. 2007 — 3541

[C - 2007/31351]

23 FEVRIER 2007. — Arrêté 2005/363 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 février 2002 portant réglementation en matière de frais de parcours

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, tel que modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 février 2002 portant réglementation en matière de frais de parcours;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 mai 2005;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

Vu le protocole n° 2005/10 du 2 juin 2005 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 39.713/2, donné le 1^{er} février 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.